

12° 236



# LOI

*Relative aux suppressions & réunions de Cures.*

Donnée à Paris, le 24 Novembre 1790.

**LOUIS**, par la grâce de Dieu, & par la Loi constitutionnelle de l'État, **ROI DES FRANÇOIS**: A tous présens & à venir; **SALUT**. L'Assemblée Nationale a décrété, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit:

**DÉCRET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,**  
*du 19 Novembre 1790.*

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE**, ouï le rapport de son Comité ecclésiastique, décrète qu'en cas de suppression de Cures de villes ou de campagnes, & de leur réunion à une église autre qu'une Cathédrale, celui qui se trouvera Curé de la paroisse à laquelle se fera

Case  
folio  
FRC

10331

no. 37

la réunion, fera seul Curé de la paroisse dans toute l'étendue de sa nouvelle circonscription, & les Curés supprimés auront seulement la faculté d'être ses Vicaires, suivant l'art. I.<sup>er</sup> du Décret du 18 octobre dernier.

Si cette église, à laquelle se fait la réunion, est vacante, ou si le service paroissial des églises supprimées est transféré dans une église qui n'avoit point le titre de paroisse, dans ces deux cas, le Curé de la paroisse nouvellement formée & circonscrite, sera élu par le District, dans les formes établies par les Décrets sur la Constitution civile du Clergé; mais les Electeurs ne pourront choisir, pour cette fois, que l'un des Curés des Eglises supprimées ou transférées; les autres n'auront que la faculté d'être ses Vicaires.

Et si, par quelque genre de vacances que ce soit, il n'y a de toutes les églises supprimées ou réunies, qu'un seul Curé existant, il sera de droit Curé de la nouvelle paroisse, telle qu'elle sera nouvellement circonscrite.

Nous avons sanctionné, & par ces présentes signées de notre main, sanctionnons le présent Décret. Mandons & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que ces présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, pu-



blier & afficher dans leurs Ressorts & Départemens respectifs, & exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contre-signer cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'État. A Paris, le vingt-quatrième jour du mois de Novembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. *Signé LOUIS. Et plus bas, M. L. F. DUPORT.* Et scellées du Sceau de l'État.

---

A B E A U V A I S,

De l'Imprimerie de P. C. D. DESJARDINS,  
Imprimeur du Département de l'Oise. 1790.

